



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°37 2024

## Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les autorités bangladaises et le FMI sont parvenus à un accord au niveau des services pour la troisième revue ;
- ❖ **Bhoutan** : L'indice des prix à la consommation s'établit à 1,34% en octobre 2024 ;
- ❖ **Inde** : Amélioration de l'indice PMI en décembre ;
- ❖ **Népal** : Faible collecte de recettes et dépenses en capital sur les cinq premiers mois de l'exercice 2024/25 ;
- ❖ **Pakistan** : Nouvel excédent du compte courant enregistré en novembre ;
- ❖ **Sri Lanka** : Confirmation du rebond économique au troisième trimestre 2024.

### À RETENIR

**37,8 Mds USD**

Déficit commercial de l'Inde pour le mois de novembre

# Bangladesh

## Les autorités bangladaises et le FMI sont parvenus à un accord au niveau des services pour la troisième revue

En mission au Bangladesh, le FMI vient d'annoncer la conclusion d'un accord au niveau des services avec le Bangladesh dans le cadre de la troisième revue du programme en cours. Cette troisième revue permettrait le versement d'une nouvelle tranche de 645 M USD environ. Par ailleurs, le Bangladesh a formellement demandé une augmentation de 750 M USD du programme, le portant à 5,4 Mds USD environ.

Le FMI estime que la croissance du PIB réel devrait ralentir à 3,8 % en 2024-25 (contre 6,6% précédemment estimée lors de la précédente revue) en raison des manifestations de l'été, des inondations et du resserrement de la politique monétaire. Celle devrait néanmoins rebondir à 6,7 % au cours de 2025-26. De son côté, l'inflation devrait rester à des niveaux élevés autour de 11% lors de l'exercice budgétaire en cours avant de baisser à 5 % l'année prochaine.

Le FMI rappelle les enjeux nombreux pour l'économie bangladaise : faible collecte fiscale, forte inflation, mauvaise gouvernance du secteur bancaire, corruption endémique, exposition au changement climatique.

## Une entreprise dirigée par un ancien conseiller de Sheikh Hasina licencie 30,000 employés

Beximco Group, détenu par Salman F. Rahman qui était jusqu'au 5 août dernier le conseiller de la Première Ministre pour le secteur privé, vient d'annoncer le licenciement de 30,000 employés sur son site industriel de Gazipur Industrial Park. Cela représente près de 75% des travailleurs de 16 entreprises de textile / prêt-à-porter du groupe.

Un récent rapport de la Banque centrale a affirmé que le montant total des emprunts du groupe s'élève à 500 Mds BDT (4,2 Mds USD) dont 50% sont classés comme en défaut. En conséquence, la plupart des banques refusent à Beximco l'ouverture de lettres de crédit, l'empêchant d'exporter sa production de prêt-à-porter.

## Les réserves de change au plus bas depuis le début du programme FMI

Fin novembre, les réserves de change ont atteint 18,61 Mds USD (d'après BPM6) – soit le niveau le plus bas depuis la signature du programme FMI début 2023. Elles avaient connu un niveau similaire en mai 2024 (à 18,6 Mds USD) avant d'augmenter de 3 Mds USD grâce à divers soutiens budgétaires de la part des bailleurs internationaux.

De la même manière, le gouvernement bangladais espère obtenir une série de prêts en cette fin d'année afin de soutenir le niveau des réserves et d'en compenser l'érosion. Entre juillet et octobre, le déficit de la balance des paiements s'élevait à 2,1 Mds USD, contraignant le pays à puiser dans ses réserves. La semaine dernière, la Banque Asiatique de Développement a fourni 600 M USD au ministère des Finances, contribuant à faire remonter les réserves du pays à 19,2 Mds USD au 11 décembre.

Dans le cadre du programme FMI, le niveau des réserves doit atteindre 15,3 Mds USD avec une définition encore plus restrictive que la comptabilité BPM6. La Banque centrale ne publie pas les statistiques d'après cette définition.

## Les élections générales se tiendront entre fin 2025 et mi-2026 d'après le Pr. Yunus

Lors de son adresse à la nation à l'occasion de la Journée de la Victoire du 16 décembre, le conseiller en chef Pr. a déclaré que les prochaines élections générales pourraient se tenir entre la fin de 2025 et la première moitié de 2026 après la mise en œuvre des réformes nécessaires des institutions. Ainsi, si un consensus politique se dégage pour l'organisation des élections après des réformes minimales permettant l'organisation d'élections générales, alors les élections pourraient avoir lieu dès fin 2025. Six mois supplémentaires seraient nécessaires pour mettre en œuvre les réformes électorales.

# Bhoutan

## L'indice des prix à la consommation s'établit à 1,34% en octobre 2024

L'IPC a enregistré une hausse de 1,34 % en octobre 2024, contre 1,35 % en septembre 2024, portant la moyenne nationale sur la période de janvier à octobre 2024 à 3,01 %. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, qui ont progressé de 4,62 % en octobre. En revanche, dans le segment des produits non-alimentaires, l'inflation a affiché une contraction, avec un taux de -1,72 % en g.a en octobre. Cette diminution résulte principalement de la baisse de l'indice du logement et des services publics (-0,99 %), de l'indice de la santé (-0,50 %), et des transports, où l'inflation a chuté de manière significative à -9,11 %.

## Le secteur du tourisme au Bhoutan, 50 ans après l'ouverture du pays aux touristes étrangers

Lors de la célébration de la fête nationale du Bhoutan, le 17 décembre, le Roi a souligné l'importance économique du secteur touristique, qui constitue un pilier essentiel de l'économie nationale depuis l'ouverture du pays aux visiteurs internationaux en 1974. En adoptant une stratégie de développement maîtrisé, axée sur la durabilité, le Bhoutan a réussi à assurer des recettes touristiques tout en limitant les externalités négatives sur l'environnement et le patrimoine culturel. En 2023, le tourisme a généré 26 M USD de recettes publiques, représentant 1,3% du PIB.

Ce secteur est également un levier pour l'emploi, avec des objectifs ambitieux de création de 337 000 emplois si les engagements d'investissement se concrétisent. Le gouvernement vise, dans le cadre du 13<sup>ème</sup> plan quinquennal, à générer 178,7 M USD de recettes à travers le tourisme, tout en créant des opportunités d'emploi.

## La Banque mondiale a approuvé une enveloppe de 40 M USD réservée à renforcer la résilience climatique du Bhoutan

La Banque mondiale a approuvé un appui budgétaire de 40 M USD, incluant une composante sous forme de don, pour renforcer les capacités du Bhoutan à gérer les risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Ce financement soutient des réformes institutionnelles pour protéger les infrastructures critiques, telles que les projets hydroélectriques, et pour améliorer les systèmes d'alertes précoces ainsi que la résilience financière des communautés. Parallèlement, le dispositif de tirage différé en cas de catastrophe garantit un accès rapide à des liquidités en réponses à des événements climatiques extrêmes. Une clause de résilience climatique a également été intégrée, permettant de suspendre temporairement le remboursement de la dette en cas de catastrophes telles que tremblements de terre, inondations ou pandémies.

Dans le Nationally Determined Contribution (2016), le Bhoutan met en évidence sa vulnérabilité aux impacts du changement climatique, en grande partie liée à la fragilité de son environnement montagneux et à sa forte dépendance économique vis à vis de l'agriculture et de la production d'énergie hydroélectrique. L'hydroélectricité constitue une source essentielle de revenu pour le pays, représentant 75% de ses exportations et 13% de son PIB en 2022. Cependant, cette faible diversification économique expose le pays à des risques accrus en cas de perturbations dans ce secteur, notamment en raison des effets du changement climatique et des tendances structurelles à long terme. En particulier, le Bhoutan fait face depuis quelques années à une contraction de ses exportations d'hydroélectricité, qui représentaient 50% des exportations du pays en 2020-21, soit 252 M USD, contre 36% en 2022-23, en raison du choix d'allouer la production d'électricité à des fins domestiques. Ce déclin est également imputable à la pluviométrie inadaptée, symptôme de l'exposition du pays aux aléas climatiques.

# Inde

## *Indicateurs macroéconomiques*

### Amélioration de l'indice PMI en décembre

La production du secteur privé en Inde a enregistré en décembre sa plus forte progression en quatre mois, portée par une demande soutenue dans les secteurs des services et de l'industrie manufacturière, ainsi que par une croissance record de l'emploi, selon une enquête préliminaire.

L'indice composite des directeurs d'achat (PMI, Purchasing Managers' Index) de HSBC, compilé par S&P Global, a atteint 60,7 ce mois-ci, égalant le niveau du mois d'août, soit une amélioration

comparativement au chiffre de 58,6 enregistré en novembre. Cette performance reflète un dynamisme marqué du secteur privé, avec une activité économique qui s'est maintenue au-dessus de 60 durant neuf mois de l'année 2024.

La demande a été particulièrement dynamique dans le secteur des services, où l'indice PMI a bondi à 60,8, son plus haut niveau en quatre mois, contre 58,4 en novembre. L'indice manufacturier a également progressé, atteignant 57,4, contre 56,5 le mois précédent.

Selon l'indice, l'optimisme des entreprises a atteint son niveau le plus élevé depuis septembre 2023. Par ailleurs, les pressions inflationnistes se sont atténuées en novembre, après deux mois de hausse marquée, offrant un répit au nouveau gouverneur de la Reserve Bank of India, Sanjay Malhotra, face au défi d'équilibrer croissance économique et réduction de l'inflation.

Dans ce contexte, en plus de la récente baisse des taux d'intérêt directeurs américain, une enquête Reuters révèle que les économistes s'attendent désormais à une baisse des taux d'intérêt en février 2025.

## Déficit commercial record enregistré lors du mois de novembre

Le déficit commercial de l'Inde a atteint un niveau record en novembre, s'élevant à 37,8 Mds USD contre 27,1 Mds USD en octobre, sous l'effet combiné d'une hausse marquée des importations et d'une baisse des exportations. Selon les données publiées, les exportations de marchandises ont chuté à 32,1 Mds USD en novembre, soit un plus bas depuis 25 mois, contre 39,2 Mds USD en octobre, tandis que les importations ont grimpé à 69,9 Mds USD, en hausse par rapport aux 66,3 Mds USD enregistrés le mois précédent.

Toutefois, il convient de mentionner que les exportations de services en novembre ont surpassé pour la première fois les exportations de marchandises avec un montant de 35,7 Mds USD, menées par les services IT, bancaires et touristiques. Actuellement, les logiciels représentaient 47 % des exportations de services totales l'année dernière, dont près de 70 % à destination des États-Unis.

Les importations d'or ont particulièrement pesé sur la balance commerciale, atteignant un sommet historique de 14,8 Mds USD en novembre. Cette augmentation s'explique par une demande soutenue, stimulée par la réduction des droits de douane, revenus de 15 % à 6 %. Par ailleurs, dans un contexte d'incertitudes économiques globales, l'or a renforcé son rôle de valeur refuge, accentuant encore cette demande.

Ce creusement du déficit commercial pourrait accroître la pression sur la roupie indienne, qui a perdu 0,5 % de sa valeur face au dollar en novembre, enregistrant ainsi sa pire performance mensuelle depuis mars. Pour rappel, l'Inde connaît des déficits commerciaux persistants depuis les années 1980, en grande partie dus à une forte dépendance aux importations, notamment de combustibles fossiles, de métaux précieux, de pierres précieuses et de bijoux.

Les principaux partenaires commerciaux de l'Inde reflètent ce déséquilibre : les déficits les plus importants sont enregistrés avec la Chine, la Suisse, l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Indonésie. À l'inverse, des excédents commerciaux notables sont observés avec les États-Unis, les Émirats arabes unis, Hong Kong, le Royaume-Uni et le Viêt Nam.

## Réduction des taux directeurs de la Réserve Fédérale américaine de 30 points de base

La Réserve fédérale américaine (FED) a abaissé ses taux directeurs de 25 points de base, les faisant passer dans une fourchette de 4,55 % à 4,25 %.

Cette décision a suscité une réaction négative des investisseurs puisque la FED a revu à la baisse ses prévisions de réductions de taux pour 2025, n'anticipant désormais que deux baisses d'un quart de point, contre quatre initialement prévues. La FED a également relevé ses projections d'inflation pour l'année prochaine, les faisant passer de 2,1 % à 2,5 %.

Ainsi, les principaux indices boursiers américains ont enregistré une baisse, le NASDAQ a chuté de 3,5 %, tandis que l'indice S&P 500 a clôturé en recul de 2,9 % par rapport à la veille. Les indices de référence du marché boursier indien, le Sensex et le Nifty 50, ont également chuté de plus d'un pour cent chacun jeudi 19 décembre, à la suite des perspectives de réduction des taux d'intérêt de la FED.

Parallèlement, le dollar américain a atteint son plus haut niveau en deux ans, et les rendements des bons du Trésor ont également augmenté. Malgré cette dynamique, le président de la FED, Jérôme Powell, a appelé à la prudence concernant d'éventuelles nouvelles baisses de taux. Il a mis en garde contre les risques liés à une inflation persistante et aux incertitudes entourant les politiques de la future administration Trump.

La roupie indienne (INR) a quant à elle atteint un niveau historiquement bas, affectée parallèlement par un déficit commercial record. La pression sur la monnaie s'est accentuée avec la poursuite des cessions d'actifs, favorisées par la hausse des rendements obligataires américains et le renforcement du dollar.

L'annonce de la baisse des taux directeurs de la FED, conjuguée à l'arrivée du gouverneur Malhotra laisse à penser que la Banque centrale indienne (RBI) suive cette tendance en baissant à son tour d'un quart de point les taux directeurs lors du prochain comité de politique monétaire (CPM) qui se tiendra en février prochain.

## Népal

### Faible collecte de recettes et dépenses en capital sur les cinq premiers mois de l'exercice 2024-25

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire en cours, le Népal a collecté près de 3 Mds USD de recettes, représentant 28% de l'objectif annuel de 10,7 Mds USD. Bien que ce montant dépasse de 10% les recettes collectées sur la même période l'année précédente, il reste inférieur à la cible mensuelle de 890 M USD. Parallèlement, l'exécution des dépenses en capital demeure sous-optimale, avec seulement 11,5% des 2,7 Mds USD alloués aux projets d'investissement effectivement dépensés. Le service de la dette a absorbé 1,1 Md USD, soit près de trois fois le montant engagé pour les dépenses en capital, qui se limitent à 310 M USD sur la période. Cette allocation asymétrique des ressources financières, combinée au manque



d'investissements productifs, constituent un frein à la création d'emplois et au soutien de la croissance, dont l'objectif est fixé à 6% du PIB pour l'exercice en cours. Par ailleurs, l'absence des subventions attendues des donateurs étrangers, s'élevant à 390 M USD, augmentent la dépendance du pays aux emprunts domestiques et internationaux.

## La Banque centrale népalaise (NRB) renforce les provisions pour protéger les banques contre l'augmentation des créances douteuses

Le gouverneur de la Nepal Rastra Bank (NRB), Maha Prasad Adhikari, a annoncé un renforcement des provisions pour créances douteuses afin de protéger le secteur bancaire contre d'éventuels risques financiers, tout en veillant à ne pas entraver la capacité des banques à verser des dividendes à leurs actionnaires. Parmi les douze banques commerciales ayant communiqué leurs dividendes cette année, deux n'ont distribué aucun dividende, tandis que seules neuf d'entre elles ont versé des montants, souvent inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

Pour mémoire, la qualité des actifs bancaires continue de se détériorer, comme en témoigne le taux de créances non performantes (NPL) atteignant 3,8 %, le plus haut niveau enregistré dans le pays. Cette augmentation des prêts non performants a entraîné une hausse des provisions pour pertes, exerçant une pression notable sur la rentabilité des banques. En conséquence, les bénéfices des banques commerciales ont diminué de 8,8 % au cours de l'exercice 2023-24, une baisse principalement concentrée dans le segment des banques privées.

En réaction, la Banque centrale népalaise a revu ses exigences en matière de classification des prêts. Par ailleurs, le nombre d'emprunteurs inscrits sur liste noire a bondi de 70% en 2023-24. Actuellement, les banques doivent constituer des provisions correspondant à 1,1 % des prêts standard, 25 % pour les prêts douteux, 50 % pour les prêts non performants qualifiés de « substandard », et 100 % pour les prêts irrécouvrables en souffrance depuis plus d'un an.

# Pakistan

## Nouvel excédent du compte courant enregistré en novembre

D'après les données publiées mardi 17 décembre par la Banque centrale (State Bank of Pakistan, SBP), le compte courant enregistre un excédent record de 729 M USD en novembre 2024, son plus fort niveau depuis février 2015. En glissement mensuel, l'excédent enregistre une progression de 111%.

En novembre, les exportations de biens ont progressé de 3% en g.a., les exportations de services de 7%, tandis que les importations de biens ont reculé de 9% en g.a. et les importations de services ont progressé de 4%. La Chine reste le premier fournisseur du Pakistan, avec des importations en hausse de 18% en g.a. (1,2 Mds USD) en novembre. Le déficit commercial (biens et services) s'est ainsi contracté de 24% en g.a. (1,5 Mds USD) et 18% en glissement mensuel.

A cela s'ajoutent les très bonnes performances des transferts de travailleurs expatriés qui atteignent 14,8 Mds USD, en progression de 34% en glissement annuel.

Ces résultats portent l'excédent du compte courant enregistré au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2025 à 944 M USD. Les projections de la SBP pour l'exercice budgétaire 2025 tablent sur un excédent du compte courant entre 0 et 1% du PIB, objectif qui semble atteignable si les flux de travailleurs expatriés se maintiennent à ce niveau et si le déficit commercial reste sous contrôle. Pour mémoire, les projections du FMI tablent sur un déficit du compte courant de 0,9% du PIB.

## Réduction du taux directeur de la SBP de 200 pbs à 13%

A l'issue du comité de politique monétaire qui s'est tenu le 16 décembre, la SBP a indiqué poursuivre sa politique d'assouplissement monétaire en annonçant une nouvelle baisse de son taux directeur de 200 points de base à 13%. Cette cinquième baisse consécutive du taux directeur de la SBP est motivée par un ralentissement de l'inflation sur les produits alimentaires et une atténuation de l'impact de la hausse des prix du gaz depuis novembre 2023 (pour mémoire, l'inflation s'est élevée à 4,9% en novembre, mais l'inflation sous-jacente reste à 9,7% - dans ces conditions, le comité de politique monétaire projette une inflation entre 5 et 7%).

Le Gouverneur de la SBP a souligné l'amélioration de la conjoncture économique, portée par des cours favorables des matières premières qui permettent de contrôler l'inflation et le déficit commercial, avec un excédent du compte courant qui a permis une reconstitution des réserves de change à hauteur de 12 Mds USD, une reprise des prêts bancaires au secteur privé.

## Indice manufacturier (LSM) en baisse entre juillet et octobre 2024

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2025 (juillet-octobre), l'indice manufacturier (Large-Scale Manufacturing -LSM) a enregistré une contraction de 0,64%, selon les données publiées par le Pakistan Bureau of Statistics (PBS). Pour mémoire, en 2024 l'indice de production manufacturière avait enregistré une contraction de 0,03%, contre une croissance de 0,92% au cours de l'exercice précédent. Les industries les plus touchées sont le textile, les produits chimiques et les produits en bois, tandis que les secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac ont enregistré une croissance. Les analystes attribuent cette contraction à des facteurs tels que des coûts énergétiques élevés, des taux d'intérêt élevés et des incertitudes politiques, qui ont freiné la production industrielle.

## Coopération entre la France et le Pakistan pour la qualité de l'air à Lahore

Une délégation composée de représentants d'Airparif, du Syctom, de l'Agence Française de Développement (AFD), du Service économique et de l'Ambassade de France s'est rendue du 16 au 19 décembre au Pakistan pour le lancement d'un nouveau programme d'assistance technique visant à lutter contre la pollution de l'air et le smog dans la région de Lahore.

Ce déplacement s'inscrit dans le cadre d'un FEXTE (Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences) qui prévoit l'octroi d'une subvention de 1,2 M EUR pour étudier l'amélioration de la qualité de l'air sous l'angle de la mobilité urbaine et de la gestion des déchets.

A l'occasion de cette mission, une Déclaration d'intention a été signée entre l'Ambassadeur de France au Pakistan, Nicolas Galey, et le Président du département du Plan et du Développement (Planning and Development Board), Nabeel Awan, dans laquelle les deux



parties réaffirment leur engagement pour des villes plus durables et saines, avec des impacts positifs sur la santé publique, l'économie et l'environnement.

## Reprise des vols directs Islamabad-Paris opérés par Pakistan International Airlines

Suite à la levée par l'agence européenne en charge de la sûreté aérienne (European Union Aviation Safety Agency -EASA) de l'interdiction de vols vers l'UE, la compagnie nationale Pakistan International Airlines a annoncé qu'elle reprenait la liaison directe entre Islamabad et Paris à compter du 10 janvier 2025

## Sri Lanka

### Confirmation du rebond économique au troisième trimestre 2024

Pour le cinquième trimestre d'affilée, le Sri Lanka affiche une croissance positive de son PIB. Au 3e trimestre 2024, elle s'établit à 5,5% en rythme annuel, soit le plus haut niveau depuis le deuxième trimestre de 2021. La croissance est soutenue par le secteur agricole (+3%) et les services (+2,6%), mais surtout par l'industrie et la construction (+10,8%). La croissance entre les 3e trimestres 2023 et 2024 atteint 5,2% en glissement annuel.

### Succès de la restructuration de la dette commerciale externe

Comme suite à l'accord de principe conclu en septembre dernier (cf. brèves de la semaine 41), les autorités sri lankaises ont lancé une opération d'échanges de titres qui s'est clôturée le 11 décembre 2024 (cf. brève de la semaine 49). Plus de 98% des porteurs d'obligations souveraines internationales (hors celle remboursable en 2022) ont accepté l'échange, qui est intervenu le 20 décembre. En ce qui concerne les obligations à échéance 2022 (d'un montant nominal d'un Md USD) le taux de participation n'a atteint que 73% car des « fonds vautours », qui se sont portés acquéreurs d'une partie d'entre elles, cherchent aujourd'hui à obtenir un remboursement de la totalité de la valeur faciale des obligations et des intérêts. Les autorités sri lankaises ont annoncé que les titres 2022 qui seraient présentés seraient échangés avec décote et que les montants résiduels continueraient à être négociés à la bourse de Singapour, les autorités se réservant toutefois le droit à terme de les radier de la cote.

### Levée partielle du voile sur les mesures fiscales à venir

Lors d'un discours devant le Parlement, le Président a indiqué que le FMI avait accepté que le seuil mensuel minimal d'imposition sur les revenus soit relevé de 100 000 à 150 000 LKR, soit d'environ 340 à 520 USD environ. La retenue à la source sur certains types de services et sur les intérêts bancaires serait portée de 5 à 10%. Enfin, la taxe sur les exportations de services serait abaissée et passerait à 15% à comparer à 30% auparavant. Les importations de véhicules pour les particuliers seraient à nouveau autorisées à partir du 1er février 2025, soit près de 5 ans après leur interdiction.

## Plus de 300 000 Sri Lankais sont partis travailler à l'étranger en 2024

Le Sri Lanka Bureau of Foreign Employment estime que plus de 311 000 travailleurs sri-lankais sont partis à l'étranger en 2024 en raison des perspectives d'emplois limités dans le pays, des salaires bas et du coût de la vie élevé. Le record précédent avait été atteint en 2022 avec 310 948 départs. Le Koweït est resté la première destination, avec 73 995 Sri-Lankais qui y ont trouvé un emploi, suivis par 49 499 travailleurs qui se sont rendus aux Émirats arabes unis. Il y a une tendance croissante des Sri Lankais à chercher du travail dans des pays tels que la Corée du Sud (7 002), Israël (9 211), la Roumanie (10 274) et le Japon (8 251). Les sommes renvoyées par les près de 2 millions de travailleurs expatriés vers le Sri Lanka ont atteint près de 6 Mds USD au cours des 11 premiers mois de l'année, soit 6,5% du PIB du pays environ.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

|                   | Moody's   |             | Standard & Poor's |             | Fitch |             | Coface      |                     |
|-------------------|-----------|-------------|-------------------|-------------|-------|-------------|-------------|---------------------|
|                   | Note-pays | Perspective | Note              | Perspective | Note  | Perspective | Risque-pays | Climat des affaires |
| <b>Inde</b>       | Baa3      | Stable      | BBB-              | Positive    | BBB-  | Stable      | C           | A4                  |
| <b>Bangladesh</b> | B1        | Stable      | BB-               | Négative    | BB+   | Négative    | C           | C                   |
| <b>Pakistan</b>   | Caa3      | Stable      | CCC+              | Stable      | CCC+  | Négative    | D           | C                   |
| <b>Sri Lanka</b>  | Ca        | Stable      | SD                | Négative    | CCC-  | -           | D           | B                   |
| <b>Népal</b>      | -         | -           | -                 | -           | BB-   | Stable      | C           | B                   |
| <b>Maldives</b>   | Caa1      | Stable      | -                 | -           | B-    | Stable      | C           | C                   |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)